



Electricité: des nuages à l'horizon

Une nouvelle étude fournit un aperçu solidement étayé du futur approvisionnement électrique de la Suisse. La réforme énergétique en cours implique une forte intervention de l'Etat, nécessite d'importants investissements et renchérit substantiellement le prix de l'électricité. Le maintien de la sécurité d'approvisionnement nécessite en outre une adaptation rapide des procédures d'autorisation et de recours.

L'Association des entreprises électriques suisses a récemment présenté son étude «**Scénarios pour l'approvisionnement électrique du futur**». Les trois variantes examinées se distinguent par le nombre de centrales à gaz nécessaires, le développement des énergies renouvelables et des réseaux, ainsi que par la part d'importation d'électricité et l'intensité de l'intervention de l'Etat. Quel que soit le scénario, et même avec les hypothèses les plus optimistes, la nouvelle politique énergétique implique des économies incisives, des interventions étatiques et des investissements massifs (entre 118 et 150 milliards de francs). Les prix de l'électricité monteront (entre 30 et 75%) et des conflits entre les objectifs énergétiques et la politique de l'environnement sont inévitables.

Pour economie suisse, cette étude très pragmatique représente une base de discussion importante sur l'avenir électrique de la Suisse. Elle pose entre autres la question de savoir si la Suisse pourra conserver dans le futur un approvisionnement sûr, compétitif et respectueux du climat. Les trois scénarios montrent une hausse du prix de l'électricité et une augmentation du poids de l'Etat dans l'approvisionnement énergétique. Dans deux cas, plusieurs centrales à gaz sont prévues, alors que ce sont des installations qui ne peuvent actuellement pas être exploitées de manière rentable. Le développement massif des énergies renouvelables suscite en outre des conflits par rapport à la protection de l'environnement et du paysage. Pour l'économie suisse, des mesures non

rentables dans le domaine énergétique ne sont pas envisageables, spécialement dans un contexte européen très incertain, caractérisé par une crise monétaire et d'endettement.

Afin d'atténuer les conséquences négatives de la nouvelle politique énergétique, il faut une rapide simplification des procédures d'autorisation et d'opposition, pour permettre le développement simultané des capacités de production, de stockage et de transport d'électricité. Comme il paraît inévitable de construire des centrales à gaz, il faut en plus que la Suisse accède rapidement au système européen d'échange de droits d'émission (ETS). En outre, il s'agit de développer l'encouragement de la recherche et du développement énergétique et d'empêcher l'interdiction de certaines technologies.